



Assemblée générale

Distr. générale
14 août 2015
Français
Original : anglais

Soixante-dixième session

Points 115 g) et h) de l'ordre du jour provisoire**

Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations :

**Nomination des juges du Tribunal du contentieux
administratif des Nations Unies**

**Nomination de juges au Tribunal d'appel
des Nations Unies**

Nomination de juges au Tribunal d'appel des Nations Unies et au Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies

Rapport du Conseil de justice interne

Résumé

Le mandat de trois juges du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies et de quatre juges du Tribunal d'appel des Nations Unies viendra à expiration le 30 juin 2016.

Dans le présent rapport, le Conseil de justice interne rend compte des mesures qu'il a prises, conformément aux mandats prescrits par l'Assemblée générale, en vue de soumettre à l'examen de celle-ci deux candidatures pour chacun des sept postes qui deviendront vacants le 1^{er} juillet 2016.

Le Conseil de justice interne formule également une recommandation à l'intention de l'Assemblée concernant les conditions d'admissibilité des juges *ad litem* à des postes de juge permanent au Tribunal du contentieux administratif.

* Deuxième nouveau tirage pour raisons techniques (27 octobre 2015).

** A/70/150.



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Généralités	4
III. Procédure de sélection	6
A. Mandats de l'Assemblée générale	6
B. Candidature des juges <i>ad litem</i> siégeant au Tribunal du contentieux administratif	7
IV. Profil des candidats recommandés	8
A. Recommandations pour le Tribunal d'appel des Nations Unies	8
B. Recommandations pour le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies	9
V. Conclusions	10
Annexes	
I. Avis de vacance de postes à pouvoir dans les tribunaux	11
II. Curriculum vitæ des candidats recommandés pour les quatre postes vacants de juge au Tribunal d'appel des Nations Unies (par ordre alphabétique)	13
III. Curriculum vitae des candidats recommandés pour les postes à pourvoir au Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies	33

I. Introduction

1. Par sa résolution 62/228, sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies, l'Assemblée générale a décidé d'instituer une procédure formelle d'administration de la justice comportant un double degré, soit une instance du premier degré, appelée Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies, et une instance d'appel, appelée Tribunal d'appel des Nations Unies. Par la même résolution, elle a également décidé que les juges de ces deux tribunaux seraient nommés par elle, sur recommandation du Conseil de justice interne. L'Assemblée a adopté les statuts du Tribunal du contentieux administratif et du Tribunal d'appel dans sa résolution 63/253. Les deux tribunaux ont commencé leurs travaux le 1^{er} juillet 2009. Les paragraphes 4 et 5 de l'article 3 du Statut du Tribunal d'appel sont libellés comme suit :

4. Les juges sont nommés pour un mandat non renouvelable de sept ans. À titre transitoire, trois des premiers juges, désignés par tirage au sort, sont nommés pour un mandat de trois ans à l'issue duquel ils peuvent à nouveau être nommés au Tribunal d'appel pour un mandat non renouvelable de sept ans. Tout juge ou ancien juge du Tribunal du contentieux administratif ne peut siéger au Tribunal d'appel.

5. Tout juge nommé pour remplacer un juge qui n'a pas achevé son mandat ne l'est que pour le reste de ce mandat; il peut être nommé à nouveau pour un mandat non renouvelable de sept ans, à condition que le reste du mandat de son prédécesseur ait été inférieur à trois ans.

2. Siègent actuellement au Tribunal d'appel les juges Sophia Adinyira (Ghana), Première Vice-Présidente; Rosalyn M. Chapman (États-Unis d'Amérique), Présidente; Mary Faherty (Irlande), Richard Lussick (Samoa); Luis María Simón (Uruguay); Deborah Thomas-Felix (Trinité-et-Tobago), Deuxième Vice-Présidente; et Inès Weinberg de Roca (Argentine).

3. Le 30 juin 2016, les mandats de sept ans des juges Inès Weinberg de Roca, Luis María Simón et Sophia Adinyira arrivera à son terme. Conformément aux dispositions de l'article 3 4) du Statut, ces mandats ne sont pas renouvelables.

4. Le 30 juin 2016, le mandat de la juge Mary Faherty viendra également à expiration. La juge Faherty a été nommée pour achever le mandat de sept ans de la juge Rose Boyko (Canada). Étant entrée en fonctions le 29 juin 2011, elle aura siégé au Tribunal d'appel pendant plus de trois ans lorsque son mandat viendra à expiration; partant, conformément à l'article 5 3) du Statut, elle ne pourra pas être reconduite dans ses fonctions.

5. De ce fait, quatre sièges seront vacants au Tribunal d'appel à compter du 1^{er} juillet 2016.

6. L'article 4 4) du Statut du Tribunal du contentieux administratif est libellé comme suit :

Les juges sont nommés pour un mandat non renouvelable de sept ans. À titre transitoire, deux des premiers juges (un juge à temps complet et un juge à mi-temps), désignés par tirage au sort, sont nommés pour un mandat de trois ans à l'issue duquel ils peuvent être nommés de nouveau au Tribunal pour un mandat non renouvelable de sept ans. Tout juge ou ancien juge du Tribunal

d'appel des Nations Unies ne peut siéger au Tribunal du contentieux administratif.

7. Siègent actuellement au Tribunal du contentieux administratif les juges Vinod Boolell (Maurice), juge à temps complet siégeant à Nairobi, Président; Rowan Downing (Australie), juge *ad litem* siégeant à Genève, Memooda Ebrahim-Carstens (Botswana), juge à temps complet siégeant à New York; Alessandra Greceanu (Roumanie), juge *ad litem* siégeant à New York; Nkemdilim Amelia Izuako (Nigéria), juge *ad litem* siégeant à Nairobi; Thomas Laker (Allemagne), juge à temps complet siégeant à Genève; Goolam Hoosen Kader Meeran (Royaume-Uni), juge à mi-temps; et Coral Shaw (Nouvelle-Zélande), juge à mi-temps.

8. Le 30 juin 2016, les mandats des juges Thomas Laker, Vinod Boolell et Coral Shaw (juge à mi-temps) viendront à expiration. Conformément aux dispositions de l'article 4 4) du Statut, ils ne sont pas renouvelables.

9. Par conséquent, trois sièges (deux de juge à temps complet et un de juge à mi-temps) seront à pourvoir au Tribunal du contentieux administratif à compter du 1^{er} juillet 2016 :

- Un siège de juge à temps complet à Genève;
- Un siège de juge à temps complet à Nairobi;
- Un siège de juge à mi-temps, dont le titulaire siégera six mois par an dans l'un ou plusieurs des trois lieux d'implantation du Tribunal, à la discrétion du Président du Tribunal.

10. Les noms et notices biographiques des candidats aux postes vacants figurant dans le présent rapport sont communiqués à l'Assemblée générale pour examen, conformément aux Statuts des deux tribunaux et aux résolutions de l'Assemblée. La procédure suivie par le Conseil de justice interne pour sélectionner les candidats est exposée ci-après.

II. Généralités

11. Au paragraphe 45 de sa résolution 65/251, l'Assemblée générale a établi la procédure à suivre pour sélectionner des candidats remplissant les conditions voulues. Suivant cette procédure, le Conseil peut placer sur une liste de réserve officielle les personnes dont il n'a pas recommandé la nomination aux prochains postes vacants mais qu'il estime néanmoins qualifiées pour siéger dans l'un ou l'autre tribunal. Les candidats que l'Assemblée ne retiendra pas parmi ceux dont la candidature est présentée ci-après seront également inscrits sur cette liste. Si celle-ci n'est pas destinée à être maintenue au-delà de l'expiration des mandats des membres actuels du Conseil, le 12 novembre 2016, elle pourrait néanmoins être utile au futur Conseil en ce qu'elle lui permettra de se procurer rapidement des noms de candidats satisfaisant de prime abord aux conditions requises et pouvant être invités à un entretien au cas où un poste deviendrait vacant avant la prochaine échéance, le 30 juin 2019.

12. À la mi-mars 2015, l'avis officiel de vacances de poste, dont le texte est reproduit à l'annexe I du présent rapport, a été publié en anglais et en français sur le site Web du Bureau de l'administration de la justice.

13. De brèves annonces ont été publiées dans les éditions imprimées et électroniques des journaux *Le Monde*, *The Wall Street Journal* (édition Asie), *The Economist*, *The International New York Times* et *Jeune Afrique*, renvoyant à l'avis officiel de vacances publié sur le site Web du Bureau de l'administration de la justice.

14. Simultanément à sa mise en ligne sur le site Web du Bureau de l'administration de la justice, l'avis de vacances de poste a été joint à une note verbale par laquelle toutes les missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies basées à New York, Genève et Vienne ont été invitées à porter les vacances à l'attention de tous les ressortissants de leur pays dûment qualifiés, ainsi que du président de la cour suprême ou de la plus haute instances judiciaire nationale. L'avis officiel a en outre été largement diffusé auprès des centres d'information des Nations Unies, des coordonnateurs résidents, des cours et tribunaux internationaux, des services des ressources humaines d'organisations internationales, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système des Nations Unies, des chargés de liaison dans les ministères et institutions gouvernementales, des associations professionnelles et des responsables de l'ONU, ainsi qu'auprès de réseaux de femmes juristes, d'organisations non gouvernementales, de barreaux et d'associations nationales et internationales de juristes.

15. La date limite de dépôt des candidatures était fixée au 30 avril 2015.

16. Le Conseil a reçu 182 candidatures émanant de 51 pays, réparties comme suit : 45 candidats d'Afrique; 12 d'Asie et du Pacifique; 15 d'Europe orientale; 24 d'Amérique latine et des Caraïbes; 84 d'Europe occidentale et d'autres États¹. Sur ces candidats, 117 étaient de sexe masculin et 65 de sexe féminin. Le Conseil note que près de la moitié des candidats viennent de pays d'Europe occidentale et d'autres États et déplore que les autres régions ne soient pas davantage représentées.

17. La plupart des candidats ont exprimé une préférence ou une réserve quant au tribunal ou au lieu d'affectation dans lequel ils étaient disposés à siéger. Bon nombre d'entre eux ont signalé qu'ils n'accepteraient pas un poste à mi-temps au Tribunal du contentieux administratif. Le Conseil a tenu compte de ces choix. Un certain nombre de candidats ont souhaité être inscrits sur la liste de réserve au cas où un poste deviendrait vacant avant la prochaine échéance.

18. Les candidatures qui ne remplissaient pas les conditions énoncées dans l'avis de vacance de poste ont été systématiquement écartées.

19. Le Conseil a examiné chaque candidature, ainsi que les échantillons fournis par les candidats, après quoi il a invité 39 personnes à passer une épreuve écrite commune destinée à tester leurs connaissances juridiques et leur aptitude à la rédaction juridique.

20. Le Conseil a décidé des modalités de l'épreuve écrite et des documents de référence à fournir (extraits de la Charte des Nations Unies, Statut du Tribunal du contentieux administratif, Statut et Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies et une instruction administrative) et a défini une grille de notation commune afin que tous les candidats soient évalués selon les mêmes critères.

¹ Le Conseil n'a pas été en mesure de déterminer la nationalité d'un candidat.

21. L'épreuve écrite et les documents de référence ont été envoyés aux 39 candidats par courrier électronique le 27 mai 2015. Les intéressés disposaient de trois heures à compter du moment où ils ouvraient le courrier électronique pour envoyer leur copie. Tous les candidats ont participé. Le 1^{er} juin 2015, le Bureau de l'administration de la justice a transmis les copies à chaque membre du Conseil après en avoir supprimé tout élément permettant de deviner le nom, la nationalité ou le sexe du candidat.

22. Sur la base de cette épreuve, le Conseil a invité 24 personnes à passer des entretiens pour les quatre postes vacants au Tribunal d'appel et les trois postes vacants au Tribunal du contentieux administratif (un grand nombre de candidats ayant postulé aux deux tribunaux). Seuls les candidats ayant démontré qu'ils possédaient les aptitudes à la rédaction et la capacité de raisonnement juridique d'un juge de premier ordre ont été convoqués, ainsi que trois candidats que le Conseil avait jugés compétents à l'issue de l'épreuve écrite de 2014 et de l'entretien qui avait suivi.

23. Comme par le passé et avec l'autorisation des intéressés, le Conseil a pris contact avec les différents ordres d'avocats pour vérifier l'intégrité des différents candidats invités à un entretien. Il s'est en outre procuré deux références écrites pour chacun.

24. Les entretiens ont eu lieu à La Haye, dans les locaux du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, du 20 au 24 juillet 2015.

III. Procédure de sélection

A. Mandats de l'Assemblée générale

25. Au paragraphe 37 b) de la résolution 62/228, l'Assemblée générale a demandé au Conseil de lui communiquer ses vues et recommandations concernant deux ou trois candidats pour chaque poste vacant au Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies et au Tribunal d'appel des Nations Unies, compte dûment tenu du principe de la répartition géographique.

26. Au paragraphe 57 de sa résolution 63/253, l'Assemblée générale a décidé que, pour les nominations à venir, le Conseil de justice interne ne devrait pas recommander plus d'un candidat d'un seul État Membre comme juge au Tribunal du contentieux administratif, ni plus d'un candidat d'un seul État Membre comme juge au Tribunal d'appel.

27. Compte tenu des mandats susmentionnés, le Conseil a décidé de présenter à l'Assemblée générale deux candidats pour chaque poste vacant. Aucun n'est de la même nationalité qu'un juge déjà en fonction dans le tribunal considéré le 1^{er} juillet 2016.

28. Comme il est indiqué au paragraphe 11, le Conseil établira une liste des personnes dont il n'a pas recommandé la nomination aux prochains postes vacants mais qu'il estime néanmoins compétentes pour siéger dans l'un ou l'autre tribunal si un poste s'y libérait avant le 30 juin 2019, date de la prochaine échéance. Les candidats qu'il a recommandés et que l'Assemblée générale n'aura pas sélectionnés seront également inscrits sur cette liste, laquelle pourrait aussi être utilisée, sous

réserve de l'approbation de l'Assemblée, pour pourvoir les postes de juge *ad litem* s'ils étaient transformés en postes de juge permanent (voir paragraphe 35).

29. Sous réserve de ce que l'Assemblée générale décidera, si un poste devient vacant pendant le mandat du présent Conseil, celui-ci prendra contact avec les candidats inscrits sur la liste de réserve pour savoir s'ils sont disponibles, auquel cas il formulera les recommandations voulues. Le Conseil n'engagera une véritable procédure de recrutement que s'il n'est pas possible de recourir aux candidats figurant sur la liste.

B. Candidature des juges *ad litem* siégeant au Tribunal du contentieux administratif

30. Deux juges *ad litem* se sont portés candidats aux postes qui deviendront vacants le 1^{er} juillet 2016 et un juge *ad litem* a demandé à être placé sur la liste de réserve.

31. Le Conseil recommande depuis des années que les postes de juges *ad litem* soient transformés en postes de juge permanent assortis d'un mandat de sept ans. La question est actuellement examinée par le groupe d'experts créé en application de la résolution 68/254 de l'Assemblée générale pour procéder à une évaluation intermédiaire du système d'administration de la justice, et notamment effectuer une analyse visant à déterminer si les buts et objectifs énoncés dans la résolution 61/261 sont atteints de façon efficiente et économique. À la lecture des dernières données en date recueillies par le Bureau de l'administration de la justice et reproduites au tableau 1 de son huitième rapport d'activité, qui porte sur la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014, il ne fait aucun doute que cette transformation en postes à temps plein est nécessaire.

32. Le Conseil a décidé de ne retenir la candidature d'aucun des juges *ad litem* pour les postes qui deviendront vacants au Tribunal du contentieux administratif le 1^{er} juillet 2016 car l'Assemblée générale doit d'abord se prononcer sur l'admissibilité des intéressés au regard de leur durée de service en tant que juges *ad litem*.

33. Le statut du Tribunal du contentieux administratif est muet quant à la question de savoir si le titulaire d'un poste de juge *ad litem* peut prétendre conserver son poste s'il est transformé en poste de juge permanent assorti d'un mandat de sept ans. L'article 4 fait uniquement mention de trois juges à temps complet et de deux juges à mi-temps. Il limite la durée de service des juges à temps complet, qui, en principe, sont nommés pour un mandat non renouvelable de sept ans, tout juge nommé pour remplacer un juge qui n'a pas achevé son mandat pouvant néanmoins être nommé à nouveau pour un mandat non renouvelable de sept ans, à condition que le reste du mandat de son prédécesseur ait été inférieur à trois ans [article 4 5)].

34. L'Assemblée générale devra donc déterminer les conditions dans lesquelles un juge *ad litem* peut être nommé à un poste de juge permanent assorti d'un mandat de sept ans, qu'il s'agisse d'un poste devenu vacant ou d'un poste transformé.

35. Le Conseil recommande à l'Assemblée générale de prendre les mesures suivantes :

a) Autoriser la nomination des juges *ad litem* à un poste à temps complet pour autant que la durée totale de leur service n'excède pas 10 ans;

b) Autoriser le Conseil à lui recommander, pour tout poste à temps complet nouvellement créé ou devenu vacant à la suite du départ d'un juge nommé pour sept ans, des candidats choisis parmi les juges *ad litem* ayant siégé trois ans au maximum à la date à laquelle le poste à temps complet a été créé ou est devenu vacant, ainsi que parmi les candidats inscrits sur la liste de réserve qui ont passé un entretien avec le Conseil, l'objectif étant d'éviter, dans la mesure possible, de devoir engager à grand frais une nouvelle procédure de recrutement.

IV. Profil des candidats recommandés

A. Recommandations pour le Tribunal d'appel des Nations Unies

36. Le Conseil de justice interne a retenu les huit candidats ci-après pour les quatre postes vacants au Tribunal d'appel. Pour chaque poste, il en recommande deux dont il indique les noms par ordre alphabétique, suivis d'un bref résumé de leur carrière. Le curriculum vitae de chacun figure à l'annexe II du présent rapport sous forme concise et standardisée².

37. M^{me} Joëlle Adda (France) a commencé sa carrière en 1989 comme juge au Tribunal administratif de Versailles. En 1996, elle est devenue juge à la Cour administrative d'appel de Paris, fonction qu'elle a occupée jusqu'en 2014, siégeant notamment comme présidente. Depuis 2014, elle est Présidente du Tribunal administratif de Lille.

38. M^{me} Constance D. Hunt (Canada) a été juge dans des tribunaux de première et de seconde instance pendant 23 ans en Alberta, où elle a travaillé aussi bien en anglais qu'en français. Elle a une expérience approfondie du droit administratif, que ce soit en première ou en seconde instance. Avant d'intégrer la magistrature, elle a été professeure et doyenne d'une faculté de droit. Elle a également contribué bénévolement à la formation aux fonctions judiciaires juridique dans de nombreux pays d'Afrique.

39. M^{me} Sabine Knierim (Allemagne) a été nommée juge dans un tribunal administratif de Hambourg en 1994 et siège à la Cour administrative d'appel de Hambourg depuis 2011. Elle a une solide expérience du régime de la fonction publique et a travaillé dans les systèmes de common law et de droit civil.

40. M^{me} Fiona Monk (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) est juge du travail depuis 2000. Elle a commencé sa carrière à Londres et la poursuit depuis 2007 à Birmingham. Formée à la médiation, elle a conduit plusieurs médiations judiciaires en droit du travail depuis 2011. Avant d'être magistrate, elle a travaillé dans un centre de consultations et de représentation juridiques en faveur de groupes défavorisés ou minoritaires.

² Les CV présentés par les candidats, de longueur très variable, sont disponibles auprès du Bureau de l'administration de la justice.

41. M. John Murphy (Afrique du Sud) est juge à la Haute Cour de justice sud-africaine depuis 2006 et juge d'appel par intérim au Tribunal du travail d'appel depuis 2011. Entre 2004 et 2006, il est juge suppléant au Tribunal du travail. Il a été juge international au Kosovo entre juin 2003 et janvier 2004 et il a occupé divers postes et fonctions d'arbitrage et de médiation dans des facultés de droit. Il a publié dans les domaines du droit du travail et de la loi sur les pensions.

42. M. Dimitrios Raikos (Grèce) est juge des tribunaux administratifs grecs depuis 1985, d'abord en première instance jusqu'en 1999 puis en seconde instance depuis lors. Il a une expérience approfondie du régime de la fonction publique. Il est également professeur de droit administratif et compte plusieurs publications dans le domaine de l'administration publique.

43. M^{me} Martha Halfeld Furtado de Mendonça Schmidt (Brésil) est juge du travail au Brésil depuis 1994 et, depuis 2013, elle remplace régulièrement les juges de la Cour d'appel. Elle jouit d'une expérience considérable en matière de conciliation et elle a enseigné dans le domaine du droit du travail.

44. M. Bostjan (Slovénie) a exercé diverses fonctions au Tribunal administratif de la République de Slovénie depuis 1999. Le Tribunal administratif est l'ultime instance d'appel pour tous les types de plaintes concernant des fonctionnaires et leurs employeurs.

B. Recommandations pour le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies

45. Les deux candidats recommandés par le Conseil pour chacun des postes à temps complet et du poste à mi-temps vacants aux tribunaux du contentieux administratif de Genève et de Nairobi, dont il est question aux paragraphes 8 et 9 du présent document, sont présentés ci-dessous. Les noms des deux candidats recommandés sont indiqués dans l'ordre alphabétique et accompagnés d'un bref résumé de leur carrière. Le curriculum vitae de chacun figure à l'annexe II du présent rapport sous forme concise et standardisée.

Recommandations pour le poste vacant à Genève

46. M^{me} Teresa Maria da Silva (Portugal) est juge en première instance depuis 2000. Depuis 2009, elle est juge au Tribunal du travail de Lisbonne. Dans ces deux fonctions, elle tranche des litiges relatifs au travail. Elle a mené des recherches sur les questions de droit du travail du point de vue du droit comparé.

47. M. Vincent Cador (France) a exercé les fonctions de juge dans diverses divisions du Tribunal de grande instance de Béthune de 1995 à 2001, traitant des affaires civiles et pénales. Il a occupé le poste de juge au Tribunal administratif de Strasbourg de 2002 à 2005, période au cours de laquelle il s'est occupé de questions relatives à la fonction publique, à la sécurité sociale et aux impôts. Il a publié de nombreux documents sur le droit du travail et le droit administratif du point de vue du droit comparé.

Recommandations pour le poste vacant à Nairobi

48. M^{me} Agnieszka Klonowiecka-Milart (Pologne) est devenue juge pour les questions civiles et commerciales au Tribunal de district de Lublin en 1991. Elle a

également travaillé un an en cour d'appel, a été juge internationale à la Cour suprême du Kosovo de 2000 à 2008 et dans les Chambres extraordinaires des tribunaux cambodgiens de 2006 à 2010.

49. M. Frederick Indran X. A. Nicholas (Malaisie) a occupé des postes judiciaires dans divers tribunaux industriels (traitant de questions de droit du travail) depuis 1986 et, depuis 2006, il est Président divisionnaire du Tribunal industriel de Penang. Il est également Président de la Commission de recours pour la Sécurité sociale de la Région Nord de la Malaisie.

Recommandations pour le poste à mi-temps

50. M. Alexander W. Hunter (États-Unis d'Amérique) est juge à la Cour suprême de l'État de New York depuis 1994. Auparavant, il a exercé pendant huit ans les fonctions de juge au Tribunal pénal de la ville de New York. Il a une vaste expérience de la plupart des domaines du droit civil. Il enseigne les procédures de jugement et il a coécrit le chapitre d'un livre sur la pratique à l'intention des juges de première instance consacré aux éléments de preuve.

51. M^{me} Valérie Laemmel-Juillard (Suisse) est juge depuis 1986. Elle a traité un grand nombre d'affaires (droit pénal, propriété intellectuelle et droit commercial) en première instance et en seconde instance. Elle jouit également d'une vaste expérience dans les domaines du travail et de la conciliation.

V. Conclusions

52. Le Conseil tient à remercier le Secrétariat, en particulier le Bureau de l'administration de la justice, le Cabinet du Secrétaire général et le Bureau de la gestion des ressources humaines, pour l'excellent appui qu'ils lui ont fourni. Il remercie également le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie d'avoir mis ses locaux et son appui administratif à sa disposition.

(Signé) Ian **Binnie**

(Signé) Carmen **Artigas**

(Signé) Sinha **Basnayake**

(Signé) Anthony **Miller**

(Signé) Victoria **Phillips**

Annexe I

Avis de vacance de postes à pouvoir dans les tribunaux

Organisation des Nations Unies

Juges du système d'administration interne de la justice à l'ONU

L'Organisation des Nations Unies recherche pour son système d'administration interne de la justice des juges qui seront chargés de connaître du contentieux du travail.

Le système comprend un tribunal de première instance, le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies, et une cour d'appel, le Tribunal d'appel des Nations Unies. Le Tribunal du contentieux administratif siège à New York, Genève et Nairobi et compte trois juges à temps complet, deux juges à mi-temps et trois juges *ad litem*. Les juges à temps complet et à mi-temps ont un mandat de sept ans. Le Tribunal d'appel compte sept juges, qui ont également un mandat de sept ans et couvrent chacun trois sessions de deux semaines par an. Les mandats de trois juges du Tribunal du contentieux administratif et de quatre juges du Tribunal d'appel viennent à expiration le 30 juin 2016.

L'Organisation des Nations Unies doit donc pourvoir sept postes se répartissant comme suit :

- 1 juge à temps complet pour le Tribunal du contentieux administratif à Genève;
- 1 juge à temps complet pour le Tribunal du contentieux administratif à Nairobi;
- 1 juge à mi-temps pour le Tribunal du contentieux administratif (six mois par an à New York, Genève ou Nairobi selon ce que le Président décidera);
- 4 juges pour le Tribunal d'appel.

Les candidats doivent être de moralité irréprochable.

Pour le Tribunal du contentieux administratif, les candidats doivent justifier d'au moins 10 ans d'expérience judiciaire en droit administratif, ou d'une expérience équivalente acquise dans une ou plusieurs juridictions nationales. Pour le Tribunal d'appel, les candidats doivent justifier d'au moins 15 années d'expérience judiciaire en droit administratif ou en droit du travail ou d'une expérience équivalente acquise dans une ou plusieurs juridictions nationales et internationales. Une expérience universitaire dans un domaine du droit intéressant le Tribunal, dès lors qu'elle est complétée d'une expérience pratique de l'arbitrage ou d'une discipline équivalente, peut être prise en considération et compter pour 5 des 15 années d'expérience.

Les langues de travail de l'Organisation des Nations Unies sont l'anglais et le français. Les candidats doivent être à même de mener les audiences dans l'une de ces deux langues. Pour le poste vacant au Tribunal du contentieux administratif à Genève, la maîtrise de l'anglais et du français est indispensable.

Les dispositions relatives aux qualifications et au mandat des juges, ainsi qu'au fonctionnement des tribunaux, peuvent être consultées dans les statuts des Tribunaux : www.un.org/en/oaj (anglais) et www.un.org/fr/oaj (français).

Les juges sont nommés par l'Assemblée générale à partir d'une liste de deux ou trois candidats recommandés pour chaque poste vacant par le Conseil de justice interne, organe indépendant créé par l'Assemblée. Le Conseil établit aussi une liste de candidats qui, sans être recommandés à l'Assemblée pour les postes à pourvoir, peuvent être nommés si un juge à temps complet ou à mi-temps ou un juge *ad litem* doit être remplacé (par exemple en cas de démission).

Candidatures : Les candidats intéressés sont invités à envoyer par courrier électronique (internaljusticecouncil-application@un.org) ou par télécopieur (+1 212 963-2525), le 30 avril 2015 au plus tard, une lettre de candidature dans laquelle ils préciseront le tribunal et le lieu d'affectation qui ont leur préférence et à laquelle ils joindront leur curriculum vitæ. Ce curriculum vitæ doit indiquer la date de naissance, la ou les nationalité(s), le sexe, les connaissances linguistiques, les coordonnées (y compris les numéros de téléphone et l'adresse électronique auxquels le candidat pourra être joint jusqu'au 31 décembre 2015), les études suivies et le parcours professionnel. Les candidats soumettront également un jugement (ou avis juridique ou autre document analogue) rédigé par eux (et traduit en anglais ou français si la langue originale n'est pas une de ces deux langues), ainsi que les noms et adresses électroniques de deux juristes de haut niveau pouvant attester qu'ils sont de moralité irréprochable et jouissent de la considération de leurs pairs. Avec l'assentiment des candidats, le Conseil prendra également contact avec le barreau de la zone où ils exercent pour obtenir confirmation de leur intégrité professionnelle.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

Les juges du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies sont rémunérés à un niveau équivalent à l'échelon IV de la classe D-2 du barème des traitements de l'Organisation des Nations Unies. (À titre indicatif, la rémunération totale nette, y compris l'ajustement au coût de la vie, d'un fonctionnaire sans personne à charge à l'échelon IV de la classe D-2, est, depuis le 1^{er} janvier 2015, de 183 043,27 dollars à New York, de 218 509,96 dollars à Genève et de 153 835,40 dollars à Nairobi). Au Tribunal d'appel, des honoraires sont versés aux juges pour chaque affaire, à hauteur de 2 400 dollars pour le rapporteur principal et de 600 dollars pour chaque juge signataire.

Pour plus de renseignements sur le système d'administration de la justice, consulter les sites www.un.org/en/oaj (anglais) ou www.un.org/fr/oaj (français).

Annexe II

Curriculum vitæ des candidats recommandés pour les quatre postes vacants de juge au Tribunal d'appel des Nations Unies (par ordre alphabétique)*

Joëlle Adda (France)

Date de naissance	2 mai 1953
Fonctions actuelles	Présidente du Tribunal administratif de Lille
Formation	
2008	Diplôme de l'Institut des hautes études de défense nationale
1987-1989	Diplôme de l'École nationale d'administration
1978	Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire (CAPES) en histoire et géographie
1974	Maîtrise d'histoire à l'Université de Paris (mention très bien)
Expérience professionnelle	
Depuis 2014	Présidente du Tribunal administratif de Lille
2013-2014	Présidente de la cinquième chambre de la Cour administrative d'appel de Paris
2010-2013	Directrice juridique de la Société du Grand Paris
2009-2010	Présidente assesseur à la deuxième chambre de la Cour administrative d'appel de Paris
2005-2009	Chef du Service juridique de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des Postes
2002-2005	Juge près la Cour administrative d'appel de Paris
2003-2005	Conseillère à la Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation
2000-2002	Experte nationale détachée auprès du Service juridique de la Commission européenne
1996-2000	Juge près la Cour administrative d'appel de Paris
1994-1996	Auditrice à la cinquième chambre de la Cour des comptes

* Les curriculum vitæ n'ont pas été revus par les services d'édition.

1989-1994 Juge près le Tribunal administratif de Versailles

1983-1987 Chargée d'études au Secrétariat général du gouvernement (publications officielles)

Autres activités

Enseignement

1989-2005 Enseignement du droit public, y compris du droit international et du droit de l'Union européenne, à l'Université Panthéon-Assas (Paris II) et à l'Institut d'études politiques de Paris; enseignement au Conseil d'État du contentieux administratif aux juges administratifs à leur entrée dans ce corps

2007 Conférence sur l'indemnisation des dommages subis du fait d'événements historiques (Paris)

2003-2005 Conférence sur des cas de faute médicale (Paris)

2008 Conférence sur la neutralité de l'Internet (Séoul)

2011 Conférence sur la politique de concurrence en matière de transports urbains (Bayonne, France)

1978-1983 Enseignement de l'histoire et de la géographie dans le secondaire

Jurys

Membre de plusieurs jurys de sélection de hauts fonctionnaires

Publications

Auteure de plusieurs ouvrages et articles, notamment sur le règlement des différends, énumérés sur le curriculum vitae de la candidate

Connaissances linguistiques

Français (langue maternelle) et excellente connaissance de l'anglais lu et parlé et bonne maîtrise de l'anglais écrit

Constance Darlene Hunt (Canada)

Date de naissance 11 janvier 1950

Fonctions actuelles Ancienne juge, consultante

Formation

2014 Doctorat en droit (honoris causa), Université de Calgary

1976 Maîtrise en droit, faculté de droit de Harvard

1972 Baccalauréat en droit avec distinction, Université de la Saskatchewan

1970 Baccalauréat ès arts avec distinction, Université de la Saskatchewan (français et sociologie)

Expérience professionnelle

2009-2014 Juge suppléante près la Cour de justice du Nunavut

1999-2014 Juge près la Cour d'appel du Nunavut

1995-2014 Juge près la Cour d'appel de l'Alberta et la Cour d'appel des Territoires du Nord-Ouest

1991-1995 Juge près la Cour du banc de la Reine de l'Alberta

1976-1981, 1983-1991 Fonctions diverses à l'Université de Calgary, dont doyenne et professeure de droit, et Directrice exécutive de l'Institut canadien du droit des ressources

1981-1983 Conseillère juridique auprès de Mobil Oil, à Calgary (Canada) et à Londres

1973-1975 Conseillère juridique pour l'Inuit Tapirisat du Canada, établi à Ottawa, poste qui exigeait de fréquents voyages dans les Territoires du Nord-Ouest

1972-1973 Membre du Centre d'assistance juridique de Saskatoon

Autres activités

Activités de bénévolat

Depuis 2011 Membre du Conseil d'administration de l'Institut canadien d'études juridiques supérieures

Depuis 2008 Membre du Comité de contestation extraordinaire établi au titre du chapitre 19 de l'Accord de libre-échange nord-américain

Depuis 2007 Membre du Comité de sélection pour l'octroi de la bourse d'études le très honorable Paul Martin père, Institut canadien d'études juridiques supérieures

2015 Membre du Comité consultatif pour la nomination du rédacteur en chef de la Revue du Barreau canadien

- 2015 Oratrice invitée lors du dîner de l'Association des juristes d'expression française de l'Alberta, organisé sur le thème « l'art d'être juge »
- 2015 Membre de l'équipe internationale de l'American Bar Association chargée d'évaluer l'Institut supérieur de la magistrature marocain
- 2014 Interventions lors de séminaires sur le fédéralisme organisés par le Judiciary Training Institute de Nairobi et participation à l'élaboration de l'ouvrage issu de ces séminaires

Participation à des procès fictifs et conférences à l'Université de Calgary, entre autres

Participation aux travaux du Comité consultatif de la Legal Archives Society of Alberta sur Lords and Ladies of the Western Bench

Autres activités professionnelles et bénévoles

Nombreuses participations à des conférences et tables rondes entre 1993 et 2015, énumérées sur le curriculum vitae de la candidate

- 2011-2013 Formatrice dans le cadre du programme « Le Français pour mon avenir », Calgary
- 2012 Coordinatrice des programmes de visite de juges vietnamiens dans les cours d'appel canadiennes
- 2009-2011 Présidente et coprésidente du programme de plaidoirie en appel de la Legal Education Society of Alberta (Calgary)
- 2008, 2009 Formatrice, programme de formation des juges, Institute for Legal Practice and Development (Rwanda)
- 2004-2008 Membre du Conseil d'administration et Présidente du Comité chargé des règlements administratifs de l'International Association of Women Judges
- 2004-2008 Membre du Conseil d'administration du Comité de jumelage et du Comité chargé des règlements administratifs de la section canadienne de l'International Association of Women Judges
- 1998-2006 Membre du chœur de l'orchestre philharmonique de Calgary
- 1999-2005 Présidente, entre autres fonctions, de l'Institut canadien d'administration de la justice
- 2005 Chargée de la norme de contrôle en droit administratif de la Section du droit administratif de l'Association du Barreau canadien (Calgary)

2004	Professeure invitée à la faculté de droit de l'Université de Montréal
2003	Professeure dans le cadre du Akitsiraq Law Program de l'Université de Victoria à Iqaluit (Nunavut)
2000	Membre du Comité de sélection du lauréat du prix d'excellence de l'Association canadienne des professeurs de droit
1998-2000	Présidente du Comité sur l'égalité de la Conférence canadienne des juges
1992-2000	Professeure auxiliaire à la faculté d'aménagement environnemental de l'Université de Calgary
1997-1999	Membre du Comité de mise en œuvre de la réforme du système de justice civile pour l'Alberta
1994-1999	Membre du Conseil d'administration des Services juridiques étudiants à l'Université de Calgary
1976-1999	Membre du Conseil d'administration de l'Institut canadien du droit des ressources
1996, 1998	Membre du corps enseignant du programme de plaidoirie en appel de la Legal Education Society of Alberta
1995-1997	Membre du Conseil d'administration de la Court House Education Society
1995-1996	Membre du Comité consultatif national du Groupe de travail de l'Association du Barreau canadien sur la réforme du système de justice civile
1995-1996	Membre du Comité externe d'examen de l'Institut canadien de recherche sur le droit et la famille
1989-1995	Évaluatrice externe des facultés de droit de l'Université de l'Ouest de l'Ontario, de l'Université Dalhousie, de l'Université du Manitoba, de l'Université Queen's et de l'Université de Melbourne
1989-1991	Membre honoraire de la Law Society of Alberta

Juge lors de plusieurs procès fictifs (Toronto)

Membre du Comité de sélection du lauréat de la médaille de l'Institut canadien d'administration de la justice

Membre du Conseil des gouverneurs de la Fondation canadienne Donner

Membre du Comité des sciences sociales dans l'Arctique, Polar Research Board, United States National Research Council

Membre du Groupe d'étude de la politique des revendications globales du Gouvernement canadien

Conférence de recherche du Gouverneur général du Canada

Membre du Comité de gestion de la Fiduciaire canadienne d'études nordiques

Membre du Conseil d'administration de la Young Women's Christian Association de Calgary

Publications

Auteure de plus de 80 ouvrages, rapports et observations publiés, énumérés sur le curriculum vitae de la candidate

Connaissances linguistiques

Anglais (langue maternelle), français et espagnol (niveau intermédiaire)

Sabine Knierim (Allemagne)

Date de naissance	31 mai 1965
Fonctions actuelles	Juge près la Haute Cour administrative de Hambourg
Formation	
1991-1994	Stage juridique (Referendariat) à Hambourg Obtention de deux diplômes d'état
1990-1991	Maîtrise en droit à la faculté de droit de la Tulane University (Nouvelle-Orléans, États-Unis) dans le cadre d'une bourse octroyée par la Fondation Fulbright
1987-1990	Obtention d'un diplôme d'état en droit à l'Université de Fribourg-en-Brisgau
1986-1987	Études de droit à l'Université de Genève dans le cadre d'une bourse octroyée par l'Office allemand d'échanges universitaires (Deutscher Akademischer Austauschdienst)
1984-1986	Études de droit à l'Université de Passau : cursus de juriste-linguistique en français (I et II); cursus de juriste-linguistique en espagnols (I)
1975-1984	Études secondaires au lycée Conrad-von-Soest
1971-1975	Enseignement primaire à l'école de Welper

Expérience professionnelle

2011	Juge à la Haute Cour administrative de Hambourg (domaine de compétence : droit de la fonction publique, y compris en matière disciplinaire)
1994	Juge au Tribunal administratif de Hambourg

Autres activités

Formation en droit

2014	Droit anti-discrimination de l'Union européenne (Académie de droit européen)
2013	Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (Académie de droit européen)
2012	Droit de la fonction publique (Académie de droit allemand)

Connaissances linguistiques

Allemand (langue maternelle), anglais (connaissance solide de la langue acquise dans le cadre d'études à la Nouvelle-Orléans, États-Unis), français (connaissance solide de la langue acquise dans le cadre d'études à Genève) et espagnol (niveau satisfaisant)

Fiona Monk (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Date de naissance 8 septembre 1963

Fonctions actuelles Juge régionale au Conseil de prud'hommes de Birmingham (Royaume-Uni)

Formation

1992-1994 Maîtrise en droit et discrimination de Brunel University

1985-1986 Diplôme de la Law Society de la City of London Polytechnic

1982-1985 Licence en droit (mention bien) de Warwick University

Expérience professionnelle

Depuis 2011 Juge régionale au Conseil de prud'hommes de Birmingham; médiatrice (2011); juge pour les questions de diversité et des relations communautaires (2013), juge et conseillère (encadrement et gestion) (2014); titre de juge modèle et conseillère (2014)

2007-2011 Juge salariée au Conseil de prud'hommes de Birmingham

2000-2007 Juge vacataire au Conseil de prud'hommes de Londres

1989-2007 Avocate au Coventry Law Centre (avocate principale pendant cinq ans et chef d'équipe; avocate spécialisée en droit du travail et discrimination)

2005-2007 Arbitre à la Law Society of England and Wales

1988 Obtention du diplôme d'avocat en Angleterre et au Pays de Galles

Autres activités*Activités en cours*

Membre du Midlands Legal Support Trust

Membre du Centre for Professional Legal Education and Research

Activités passées

Membre de Comités de gestion : crèche parentale et centre de service volontaire

Membre du Comité sur le droit du travail de la Law Society

Membre du Conseil de rédaction de la revue *Adviser*

Membre de l'Employment Lawyers' Association et de la Discrimination Lawyers' Association

Connaissances linguistiques

Anglais (langue maternelle)

John Raymond Murphy (Afrique du Sud) [[H1]]

Date de naissance	1 ^{er} octobre 1955
Fonctions actuelles	Juge à la Haute Cour de justice d’Afrique du Sud (Division de North Gauteng à Pretoria)
Formation	
1993	Diplôme de troisième cycle en droit fiscal
1980-1981	Licence en droit
1974-1976	Licence ès lettres (Droit et politique africaine)
1973	St. Paul’s College, Windhoek
Expérience professionnelle	
Depuis 2006	Juge à la Haute Cour de justice d’Afrique du Sud (Division de North Gauteng à Pretoria)
Depuis 2011	Juge d’appel suppléant, Cour du travail
2004-2006	Juge suppléant, Tribunal du travail
2001-2005	Membre du Council for Medical Schemes (organe de contrôle des régimes d’assurance-maladie privés)
2004-2005	Membre du Consumer Affairs Committee (organe chargé d’appliquer le droit de la consommation)
2004-2005	Président de la commission de recours du Council of Planners d’Afrique du Sud (organe officiel de contrôle des professionnels chargés d’établir les plans d’occupation des sols)
2003-2004	Président de la Chambre spéciale de la Cour suprême du Kosovo pour les affaires concernant l’Agence fiduciaire du Kosovo – juge international des Nations Unies
1998-2003	Médiateur : Pension Funds Adjudicator (chargé de résoudre les conflits concernant les caisses de retraite)
2001-2003	Expert, Land Claims Court (tribunal chargé de résoudre les conflits relatifs à l’application de la réforme foncière)
2001-2003	Rédacteur en chef, Butterworths Pension Law Reports
1996-2002	Commissaire principal à temps partiel, Commission for Conciliation, Mediation and Arbitration (organe équivalent à un conseil de prudhommes).
1996-1997	Chef du Département de droit public, Faculté de droit, Université de Western Cape, Le Cap, Afrique du Sud

1990-1998	Professeur associé de droit public, Faculté de droit, Université de Western Cape (Professeur associé 1994-1998; maître de conférences 1990-1994)
1994-1997	Chargé de recherches principal, Social Law Project, Université de Western Cape
1987-1999	Arbitre et médiateur, Independent Mediation Service of South Africa
1987-1989	Directeur du Community Law Centre, Université de Western Cape, Bellville, Afrique du Sud
1994	Médiateur et observateur, Direction des services d'observation des élections, Commission électorale indépendante, Western Cape
1984-1997	Juriste
1982, 1992, 1994-1997	Professeur, Université de Cape Town (Cours de maîtrise de droit 1994-1997, droit humanitaire 1992 et droit commercial 1982)

Autres activités

Autres fonctions et activités

1987-1997	Administrateur (Vice-président, conseiller juridique, président du Comité financier), Early Learning Resource Unit (ELRU), Landsdowne, Le Cap
1990-1997	Administrateur, Community Law Centre, Université de Western Cape
1993-1999	Administrateur, Extra Mural Education Project, La Cap
1986-1992	Administrateur (Président), Community Video Education Trust, Salt River, Le Cap
1988	Membre, Street Law Committee de la Law Society du Cap de Bonne-Espérance
1981-1982, 1984-1987	Conseiller juridique, General Workers' Union Aid Service, Athlone, Le Cap
1994	Membre du Health Legislation Reference Group, Medical Research Council, Le Cap
1985-1993	Conseiller juridique, Small Builders Association, Le Cap
1998-2000	Membre du Comité juridique et technique (Joint Technical and Legal Committee) de la Life Offices Association et de l'Institute of Retirement Funds
1987-1992	Membre du Comité de conseil juridique du sénat académique (Senate Legal Advice Committee), Université de Western Cape

2012

Participant au cours sur les droits de propriété intellectuelle et la santé publique – organisé par l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) et la CNUCED à Elmina (Ghana)

Publications

Auteur de plus de 30 livres et articles publiés, dont la liste est donnée dans le curriculum vitae du candidat, et de plus de 100 jugements enregistrés dans les recueils de jurisprudence officiels

Connaissances linguistiques

Anglais (langue maternelle) et afrikaans (parlé couramment)

Dimitrios Raikos (Grèce)

Date de naissance 28 janvier 1959

Fonctions actuelles Juge d'appel au Tribunal administratif; Professeur de droit administratif; Président de l'Autorité unique indépendante de passation des marchés publics

Formation

1996-1999 Doctorat de l'Université de Thrace (Grèce) (Faculté de Droit)

1994-1995 Formation de troisième cycle à la London School of Economics and Political Science (LSE) et à l'Université du Middlesex, Londres

1985-1987 Formation de troisième cycle en droit public à la Faculté de droit de l'Université de Thessalonique, maîtrise de droit

1976-1981 Diplôme de la Faculté de droit de l'Université d'Athènes

Expérience professionnelle

Depuis 2015 Juge d'appel au Tribunal administratif

Depuis 2013 Président de l'Autorité unique indépendante de passation des marchés publics

Depuis 2014 Professeur de droit administratif à l'Université de Thrace (Grèce)

Depuis 2001 Professeur à l'École nationale de la magistrature (Grèce)

1985-2013 Juge des tribunaux administratifs de Grèce, notamment au Tribunal administratif de première instance et à la Cour d'appel administrative

Autres activités

Publications

Auteur de neuf livres de droit et de 40 articles publiés, dont la liste est donnée dans le curriculum vitae du candidat, sur les tribunaux administratifs, la procédure administrative et l'administration de la justice, entre autres sujets.

Activités internationales

2002-2003 Membre de comités transnationaux, Commission des Nations Unies

2006-2008 Vice-présidence de l'Association des juges administratifs européens

Représentant national pour l'interface avec Octopus, conférencier et expert juridique de haut niveau

Connaissances linguistiques

Grec (langue maternelle), anglais (niveau C2), allemand (niveau A2/C1), français (niveau A2/B2)

Martha Halfeld Furtado De Mendonça Schmidt (Brésil)

Date de naissance	24 novembre 1969
Fonctions actuelles	Juge du travail dans l'État de Minas Gerais
Formation	
2004	Doctorat en droit privé de l'Université Panthéon-Assas (Paris II), France
2000	Diplôme d'études approfondies (DEA) en droit social (Master) – Université Panthéon-Assas (Paris II), France
1999	Diplôme supérieur de l'Université (DSU) en droit du travail et de la sécurité sociale – Université Panthéon-Assas (Paris II), France
1992	Diplôme de droit – Université fédérale de Juiz de Fora, Brésil

Expérience professionnelle

Depuis 1994	Juge du travail dans l'État de Minas Gerais, remplace souvent depuis 2005 les juges de la cour d'appel
2011-2013	Conseillère et enseignante au Centre national de formation judiciaire pour les magistrats du travail
2001-2013	Conseillère et enseignante au Centre régional de formation judiciaire pour les magistrats du travail de l'État de Minas Gerais
2012-2013	Membre de la Commission permanente de conciliation à la Cour du travail de l'État de Minas Gerais

Autres activités

Autres expériences professionnelles

Professeur chargée d'un certain nombre de cours de troisième cycle, notamment à l'Université fédérale de Juiz de Fora (État de Minas Gerais)

Cours et séminaires

2011, 2012, 2015	Trois congrès sur d'autres méthodes de règlement des conflits, organisés par le Groupement européen des magistrats pour la médiation (GEMME) et l'École nationale de la magistrature (France) : Médiation et conciliation (Paris, 2011, Aix-en-Provence, 2012 et Nice, 2015)
2011	Cours sur les normes internationales du travail à l'intention des magistrats, organisé par l'Organisation internationale du Travail (Montevideo)

2011	Séminaire sur la médiation, organisé par le Programme des Nations Unies pour le développement et le Ministère turc de la justice (Istanbul, Turquie)
2010	Premier échange international pour les magistrats des pays du bloc BRIC (Brésil, Fédération de Russie, Inde et Chine), organisé par la Cour suprême fédérale du Brésil (Brasilia)
2010	Quatrième Congrès international sur la coopération judiciaire, organisé par le Réseau latino-américain de juges (REDLAJ) (Cartagena de las Indias, Colombie)
2004	Deux cours de formation à l'École nationale de la magistrature (France), sur la formation des formateurs (Bordeaux et Paris)

Connaissances linguistiques

Portugais (langue maternelle), anglais (parlé couramment), français (parlé couramment), espagnol (bonne compréhension), italien (bonne compréhension)

Boštjan Zalar (Slovénie)

Date de naissance	19 août 1965
Fonctions actuelles	Juge principal à la Haute Cour du tribunal administratif de la République de Slovénie
Formation	
1998	Doctorat, Université de Ljubljana
1994	Examen d'admission au Barreau
1994	Maîtrise en sociologie du management, Faculté de sciences sociales, Université de Ljubljana
1990-1992	Stage judiciaire au tribunal de grande instance de Ljubljana
1990	Licence de droit international de la Faculté de droit, Université de Ljubljana
Expérience professionnelle	
Depuis 2004	Magistrat à la Haute Cour du Tribunal administratif de la République de Slovénie; Juge principal de la Haute Cour depuis 2010
Depuis 2010	Juge ad hoc à la Cour européenne des droits de l'homme (Strasbourg)
Depuis 2007	Chef du Bureau de la législation européenne au Tribunal administratif de la République de Slovénie
Depuis 2007	Professeur à la Faculté des sciences sociales de l'Université de Ljubljana
Depuis 2001	Chargé de cours dans les centres d'aide juridique de la Faculté de droit de l'Université de Ljubljana
2002-2004	Chargé de cours à l'École supérieure d'administration publique et d'études européennes (Graduate School of Government and European Studies)
2000-2003	Chef du programme de recherches « Privatisation et évaluation des services sociaux »
1999-2007	Professeur assistant à la Faculté des sciences sociales de l'Université de Ljubljana
1999-2004	Expert de haut niveau associé au Tribunal administratif
1994-2004	Chercheur au Centre d'évaluation et d'études stratégiques de l'Institut des sciences sociales de l'Université de Ljubljana
1994-1997	Jeune chercheur au Centre d'évaluation et d'études stratégiques de l'Institut des sciences sociales de l'Université de Ljubljana

Autres activités

Depuis 2015	Vice-Président de la section européenne de l'Association internationale des juges concernant les réfugiés
Depuis 2011	Membre du Conseil de l'Institut européen du droit (Vienne) et du Comité des projets de l'Institut européen du droit

Publications

Auteur de plus d'une douzaine d'articles publiés dans des revues scientifiques internationales et de livres, notamment sur l'état de droit et les droits de l'homme, dont la liste est donnée dans le curriculum vitae du candidat. Une bibliographie de ses publications comporte plus de 130 titres.

Formation professionnelle

A suivi entre 1997 et 2012 de nombreux cours de formation, dont la liste est donnée dans le curriculum vitae du candidat.

Activités éducatives

Est inscrit sur la liste des formateurs de juges et de juristes des institutions suivantes : Réseau européen de formation judiciaire (REFJ), TAIEX (Programme d'assistance technique et d'échange d'informations, un instrument de la Commission européenne), Académie de droit européen (ERA, Trèves, Allemagne), Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO, Union européenne), Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Association des juges administratifs européens (AJAE), Association internationale des juges aux affaires concernant les réfugiés (AIJAR); ainsi que d'organisations non gouvernementales internationales, notamment : Comité Helsinki de Hongrie (Budapest), Fondation Nuffield (Londres), Peace Institute (Zagreb), COC-Netherlands, Société polonaise du droit anti-discrimination; des institutions nationales de formation des magistrats de la Bosnie-Herzégovine, de la Bulgarie, de la Croatie, de la Hongrie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, du Monténégro, de la Fédération de Russie et de la Slovénie.

Invité comme chargé de cours ou conférencier à plus de 50 conférences internationales et 30 conférences nationales et sessions de formation à l'intention de magistrats et d'autres experts en Europe, en Asie et en Afrique, dont la liste est donnée dans le curriculum vitae du candidat.

A organisé une vingtaine de séminaires et colloques scientifiques et d'experts internationaux ou y a participé; la liste est donnée dans le curriculum vitae du candidat

Autres activités professionnelles

En collaboration avec un juge britannique à la retraite et un membre à la retraite du Conseil d'État français, a préparé un projet de Constitution pour la section européenne de l'Association internationale des juges aux affaires concernant les

réfugiés, qui a été adopté lors de la réunion générale de la section européenne de l'Association à Stockholm en 2013.

A participé au niveau international à l'élaboration de nombreuses normes judiciaires, lignes directrices, manuels et documents de réflexion, et préparé des commentaires pour de nombreux projets de loi slovènes et européens, dont la liste est donnée dans le curriculum vitae du candidat.

Membre des organisations professionnelles et autres suivantes :

2014	Vice-Président de la section européenne de l'Association internationale des juges aux affaires concernant les réfugié
2011	Membre du Conseil de l'Institut européen du droit
2006	Membre et précédent co-président du groupe de travail sur l'asile et l'immigration de l'Association des juges administratifs européens
2005	Réseau scientifique du Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique (CIRIEC)
2004	Association internationale des juges aux affaires concernant les réfugiés (depuis 2014 co-président du groupe de travail sur l'information et les recommandations relatives aux pays d'origine)
2002-2004	Membre du sénat académique de l'École supérieure d'administration et d'études européennes (Faculty for Post-graduate Government and European Studies)
1999-2004	World Future Society
1999	Association slovène de juges (Slovenian Association of Judges)
1998	Association sociologique slovène (Slovenian Sociological Association)
1995-1998	Comité de recherche n° 10, Association internationale de sociologie

Prix

2000	Lauréat du prix décerné en 2000 par la Faculté des sciences sociales de l'Université de Ljubljana pour la meilleure thèse de doctorat parmi les thèses soutenues en 1998 et 1999
1990	Lauréat du prix Zore 1990 pour le diplôme de la faculté de droit de l'Université de Ljubljana, décerné par la United Nations Association de la Slovénie

Connaissances linguistiques

Slovène (langue maternelle), anglais (niveau C1), français (niveau B2/B1), croate (niveau C2), bosniaque (niveau C2), serbe (niveau C1), monténégrin (niveau C1), italien (niveau B1/A1)

Annexe III

Curriculum vitae des candidats recommandés pour les postes à pourvoir au Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies*

Curriculum vitae des candidats recommandés pour le poste à pourvoir au Tribunal du contentieux administratif de Genève (par ordre alphabétique)

Teresa Maria da Silva Bravo (Portugal)

Date de naissance	6 février 1974
Fonctions actuelles	Juge au Tribunal du travail de première instance de Lisbonne
Formation	
Depuis 2011	Doctorante à la Faculté de droit de la Nouvelle université de Lisbonne (a présenté sa thèse de doctorat en 2015)
2004-2005	Diplôme d'études supérieures en protection de l'enfance, Centre du droit de la famille, Faculté de droit de l'Université de Coimbra
1992-1997	Licence en droit, Faculté de droit de l'Université de Lisbonne
Expérience professionnelle	
Depuis 2011	Juge au Tribunal du travail de première instance de Lisbonne, qu'elle a présidé en 2013 et 2014
2013	Chercheuse invitée en droit pénal européen à l'Institut Max Planck de droit pénal international comparé à Fribourg-en-Brisgau (Allemagne)
2013	Chercheuse invitée à l'Institut Max Planck de droit pénal international comparé à Fribourg-en-Brisgau (Allemagne)
2012	Titulaire d'une bourse de recherche en droit pénal européen octroyée par l'Institut Max Planck de droit pénal international comparé à Fribourg-en-Brisgau (Allemagne)

* Les curriculum vitae n'ont pas été revus par les services d'édition.

2010-2012 Membre de l'équipe de recherche chargée du projet conjoint de la Faculdade de Direito da Universidade Nova de Lisboa et de l'Instituto de Filosofia da Linguagem da Universidade de Lisboa sur le thème de l'ère postérieure à la souveraineté et la nouvelle identité politique de l'UE

Autres activités*Formation professionnelle*

Nombreuses activités de formation entre 2005 et 2014, énumérées dans le curriculum vitae de la candidate

Conférences

Nombreuses conférences entre 2006 et 2015, énumérées dans le curriculum vitae de la candidate

Publications

Auteure de plus d'une douzaine d'articles et de commentaires, notamment sur les effets de la procédure civile en droit du travail, dont la liste figure dans le curriculum vitae de la candidate

Connaissances linguistiques

Portugais (langue maternelle), anglais (niveau C2), français (niveau C1), allemand (niveau B1), espagnol (niveau B1)

Vincent Cador (France)

Date de naissance 16 mars 1966

Fonctions actuelles Secrétaire juridique au Bureau du Président de la Cour de justice de l'Union européenne

Formation

2003 Doctorat en droit privé, Université Panthéon-Assas (Paris II)

1993-1995 École nationale de la magistrature, Bordeaux (France)

1992 Diplôme d'études approfondies en sociologie politique, Université Panthéon-Sorbonne (Paris I)

1989-1990 Otto-Suhr Institut für Politikwissenschaft, Université libre de Berlin

1986-1989 Maîtrise en administration publique, Institut d'études politiques de Paris

Expérience professionnelle

2015-présent Cour de Justice de l'Union européenne, référendaire au cabinet de M. Skouris, Président de la Cour de Justice de l'Union européenne

2005-2014 Cour de justice de l'Union européenne, référendaire au cabinet de M^{me} Boruta, juge au Tribunal de la fonction publique de l'Union européenne, puis au cabinet de M. Kreppel, également juge au Tribunal de la fonction publique de l'Union européenne

2002-2005 Tribunal administratif de Strasbourg, conseiller (litiges administratifs, sociaux et fiscaux)

1995-2001 Tribunal de grande instance de Béthune, juge (chambre civile, tribunal correctionnel, cour d'assises)

Autres activités

Chargé d'enseignement en Master d'administration publique, Institut d'études politiques de Strasbourg (droit de l'Union européenne et politiques européennes d'intégration)

Interventions lors de diverses conférences dans le domaine du droit de la fonction publique européenne

Auteur de publications dans le domaine du droit de la fonction publique européenne (coauteur de la section Droit public européen de la revue *Europe*)

Connaissances linguistiques

Français (langue maternelle), anglais (très bonne aptitude à l'écrit et à l'oral), allemand (très bonne aptitude à l'écrit et à l'oral)

B. Curriculum vitæ des candidats recommandés pour le poste à pourvoir au Tribunal du contentieux administratif de Nairobi (par ordre alphabétique)

Agnieszka Klonowiecka-Milart (Pologne)

Date de naissance 15 mars 1959

Fonctions actuelles Juge internationale pour l'Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges, Chambres extraordinaires des tribunaux cambodgiens (Chambre de la Cour suprême)

Education

1982 Faculté de droit de l'Université Marie Curie-Sklodowska, Lublin (Pologne), LL.M. avec mention

1982-1984 École de la magistrature, examen et diplôme de juge de l'État

Professional experience

Depuis 2006 Juge internationale pour l'Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges, Chambres extraordinaires des tribunaux cambodgiens (Chambre de la Cour suprême) (de 2006 à 2010 de façon ponctuelle); juge dans le cadre des contentieux administratifs opposant l'Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges et les équipes de la défense

Depuis 1991 Juge aux départements civil et commercial du Tribunal de district de Lublin (Pologne) (mise en disponibilité depuis 1998); détachée à deux reprises auprès du tribunal de circuit

2008-2010 Experte de haut niveau en matière de réforme législative, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Afghanistan

2000-2008 Juge internationale à la Cour suprême du Kosovo, Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK)

1998-2000 Coordinatrice régionale, Programme d'évaluation du système judiciaire, Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH)

1995, 1997 Experte au Département de la coopération internationale et du droit européen du Ministère de la Justice (Pologne) (détachée par le tribunal de circuit)

1982-1991 Chargée de cours à la Faculté de droit de l'Université Marie Curie-Sklodowska, Lublin (Pologne)

Autres activités*Fonctions parallèles*

1994-1998	Présidente de la Commission électorale municipale
2002-2007	Membre de la Commission de recours des médias, Kosovo (Présidente de 2002 à 2005)
2000-2008	Membre des commissions de la MINUK chargées d'enquêter sur les fautes disciplinaires commises par le personnel de l'Organisation des Nations Unies et sur les cas d'objection aux rapports d'évaluation
1998-2000	Membre des commissions de la MINUBH chargées d'enquêter sur les fautes disciplinaires du personnel de l'Organisation des Nations Unies

Formation professionnelle

Nombreuses activités de formation entre 1995 et 2012, énumérées dans le curriculum vitae de la candidate

Publications

Auteure de plusieurs articles, notamment sur les droits de l'homme et les procédures judiciaires, dont la liste figure dans le curriculum vitae de la candidate

Activités juridiques internationales

Nombreuses participations à des conférences et groupes d'experts entre 2002 et 2015, énumérées dans le curriculum vitae de la candidate

Expérience internationale dans l'enseignement

2007	Association internationale du barreau, Amman. Formation d'une semaine en droit pénal international organisée à l'intention des juges irakiens
2006	Organisation internationale de droit du développement, Kaboul. Criminalité financière – un point de vue international : série de conférences/débats sur une semaine organisée à l'intention des procureurs en Afghanistan, projet de perfectionnement professionnel de l'Agence canadienne de développement international et de l'Organisation internationale de droit du développement
2005	Université des Nations Unies, Tokyo. Justice transitionnelle et droits de l'homme : formation d'une semaine sur les crimes contre l'humanité, la responsabilité collective et individuelle, les poursuites au niveau national et les commissions de la vérité

2005	Institut judiciaire du Kosovo, Union européenne, Pristina (Kosovo). Présentation faite par les auteurs d'un manuel de formation et de méthodes d'enseignement concernant les procédures pénales organisée à l'intention des juges et des procureurs en début de carrière
2002, 2005	Institut judiciaire du Kosovo, MINUK/Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, Kosovo. Législation et jugement concernant les crimes de guerre commis au Kosovo et les crimes de guerre en droit international et national, formations de courte durée
<i>Associations professionnelles</i>	
Depuis 1995	Barreau de Lublin, membre fondateur
Depuis 1996	Iustitia, association des juges polonais en fonction, membre de l'association internationale des associations nationales de justice
2004-2010	Association des juges du Kosovo, membre fondateur international

Connaissances linguistiques

Polonais (langue maternelle), anglais (parfaite maîtrise fonctionnelle), français (connaissance professionnelle), russe (connaissance professionnelle), serbe/bosniaque/croate (connaissance générale pour la lecture et la conversation)

Fredrick Indran X. A. Nicholas (Malaisie)

Date de naissance	15 février 1960
Fonctions actuelles	Président de la branche de Penang du Tribunal du travail de Malaisie, à George Town, et Président de la Commission de recours de la sécurité sociale de Malaisie (région du Nord)

Formation

1986	Diplôme d'avocat de la Haute Cour de Malaisie à Kuala Lumpur
1985	Certificat de pratique juridique délivré par le barreau malaisien
1984	LL. B. (avec mention) de l'Université de Londres

Expérience professionnelle

Depuis 2014	Président de la branche de Penang du Tribunal du travail de Malaisie, à George Town, et Président de la Commission de recours de la sécurité sociale de Malaisie (région du Nord)
2013-2014	En sa qualité de Président, a aidé la branche de Penang du Tribunal du travail de Malaisie à résorber l'arriéré d'affaires
2009-2014	Président de la branche de Perak du Tribunal du travail de Malaisie, à Ipoh, et Président de la Commission de recours de la sécurité sociale de Malaisie (Perak)
2006-2009	Président (juge) du Tribunal du commerce de Malaisie à Kuala Lumpur
2004-2006	Président de la Commission du barreau de l'État de Perak et membre du Conseil de l'ordre des avocats de Malaisie
1991-2006	Avocat de la Haute Cour de Malaya (cabinet juridique privé)
1991	Procureur général adjoint et Chef du ministère public pour l'État de Malacca (Malaisie)
1990-1991	Procureur général adjoint de l'État de Kelantan (Malaisie)
1986-1990	Magistrat itinérant de première classe dans les districts de Tampin, Rembau et Gemas dans l'État de Negeri Sembilan (Malaisie)
1986	Nommé administrateur au sein du Service judiciaire et juridique de Malaisie

Autres activités*Certificats*

2006 Certificat de médiation délivré par Accord Group
(Australie)

Participation aux organes nationaux

2005-2006 Président du Comité national d'assistance juridique du
Conseil de l'ordre des avocats de Malaisie

2004-2006 Membre du Comité des professions juridiques

2004-2005 Président du Comité de la bibliothèque du Conseil de
l'ordre des avocats de Malaisie

2004-2005 Membre du Comité d'assurance professionnelle du
barreau malaisien

2002-2004 Président du centre d'assistance juridique du barreau
de l'État

2002-2003 Président du sous-comité sur les technologies de
l'information du barreau de l'État

2003-2004 Président du sous-comité financier du barreau de l'État

Expérience dans le domaine de l'enseignement

1993-1995 Chargé de cours en droit de la preuve pour le diplôme
préparant les candidats au barreau malaisien (le
Certificat de pratique juridique) dans l'établissement
d'enseignement supérieur privé Kolej Utara, à Ipoh
(temps partiel)

Distinctions

2012 A reçu la distinction Darjah Paduka Mahkota Perak
(Commandant de la Couronne de Perak) de Son Altesse
Royale le Sultan Azlan Shah Sultan Perak Darul
Ridzuan

Connaissances linguistiques

Anglais (langue maternelle), malais (parfaite maîtrise à l'écrit et à l'oral), tamoul
(oral seulement)

C. Curriculum vitae des candidats recommandés pour le poste à mi-temps à pourvoir au Tribunal du contentieux administratif (par ordre alphabétique)

Alexander W. Hunter, Jr. (États-Unis d'Amérique)

Date de naissance 2 juillet 1949

Fonctions actuelles Juge assesseur à l'*Appellate Term* du *First Department* et juge à la Cour suprême de l'État de New York, comté du Bronx

Formation

1974 Diplôme de *Juris Doctor*, *Buffalo School of Law*, *State University of New York*

1971 Juge assesseur à l'*Appellate Term* du *First Department*

Expérience professionnelle

Depuis 2009 Juge assesseur à l'*Appellate Term* du *First Department*

Depuis 2007 Professeur de droit, *Concord School of Law*, *Kaplan University*, Los Angeles (États-Unis) (matières enseignées: droit des délits civils, droit des contrats, droit pénal et procédure pénale, droit de la preuve, législation sur les trusts, droit constitutionnel)

Depuis 2006 Mentor du groupe « tribunaux fictifs et simulations de procès » de la *National Black Law Students Association*

Depuis 1998 Professeur adjoint de droit, *Pace University School of Law*, *White Plains*, État de New York (matière enseignée: plaidoirie)

Depuis 1994 Juge à la Cour suprême de l'État de New York (comté du Bronx)

1993-1994 Juge par intérim à la Cour suprême de l'État de New York

1986-1994 Juge à la *Criminal Court of the City of New York*

1990-1997 Professeur adjoint, *Bronx Community College of the City University of New York*, *Office of Paralegal Studies* (matières enseignées: recherches juridiques et rédaction juridique)

1978-1986 Greffier en chef auprès du juge Albert P. Williams, Cour suprême de l'État de New York, comté de New York, chambres pénale et civile

1974-1977 Substitut du procureur Mario Merola, comté du Bronx

Autres activités

Activités civiques et communautaires

- Depuis 2008 Vice-président du conseil d'administration de la *Highbridge Advisory Council Family Services, Inc.* (société à but non lucratif venant en aide à plus d'un millier de familles des quartiers de Highbridge et de Morrisania, dans le Bronx, auxquelles elle propose un large éventail de programmes éducatifs et de services de soutien dans neuf maisons de quartier, ainsi que des services à domicile de jour à 77 adresses agréées)
- Depuis 1994 Directeur du *Board of Visitors* de la *Pace University School of Law* (le *Board of Visitors* soutient le développement de la faculté et la conseille sur ses programmes)
- 2005-2008 Président du conseil d'administration de la *Highbridge Advisory Council Family Services, Inc.*

Distinctions récentes

- 2013 Élu Juge de l'année par la *Civil Courts Committee* de la *Bronx County Bar Association*

Comités et commissions

- Depuis 2008 Depuis 2008: juge administratif en chef de l'État de New York, en tant que membre du *State-wide Article 81 Guardianship Advisory Committee*

Conférences et présentations

- 2014 Conférence sur l'*Appellate Process* (procédure de recours) présentée devant les juristes stagiaires (session d'été) de la Cour suprême, au *Bronx County Hall of Justice* (palais de justice du comté du Bronx)
- 2013 « Cashing in structured settlement payments » (conférence interactive assortie de dialogues avec les membres de la profession, présentée aux juges de l'Association of Justices of the Supreme Court, State of New York [association des juges de la Cour suprême de l'État de New York, lors du séminaire annuel d'automne à West Point])

Publications

Coauteur du chapitre sur la preuve en droit pénal, dans le *Bench Book for Trial Judges* (manuel de procédure à l'usage des juges) élaboré par le *Committee on Publications* de l'*Association of Justices of the Supreme Court of the State of New York*.

Connaissances linguistiques

Anglais (langue maternelle)

Valérie Laemmel-Juillard (Suisse)

Date de naissance 13 juillet 1954

Fonctions actuelles Juge à la Cour d'appel des prud'hommes de la Cour de justice, présidente de groupe de la Section civile et, parallèlement, depuis 2013, juge et présidente de la Chambre de surveillance des offices des poursuites et des faillites de la Cour de justice

Formation

1984-1986 Université de Genève, Faculté des sciences économiques et sociales: séminaire de formation permanente en administration publique

1979-1981 Étude de Mes Audéoud et Gautier (Genève): stage d'avocat; brevet d'avocat

1978-1979 New York University Law School (États-Unis), Pro-Seminar of Law and Political Institutions Certificate

1974-1978 Université de Genève, Faculté de droit: licence en droit

1973-1974 École polytechnique fédérale de Lausanne, section architecture

1973 Collège Rousseau (Genève), Maturité A (grec-latin) [diplôme suisse de fin d'études secondaires et d'admissibilité à l'université, section latin-grec]

Expérience professionnelle

2006-2010, et depuis 2014 Juge à la Cour d'appel des prud'hommes de la Cour de justice (plus haute instance judiciaire genevoise)

Depuis 2011 Juge et présidente de groupe à la Section civile (affaires civiles et instance unique au fond en matière de propriété intellectuelle) / Parallèlement, depuis 2013, juge et présidente de la Chambre de surveillance des offices des poursuites et des faillites de la Cour de justice

Depuis 1986 Magistrat au sein du Pouvoir judiciaire (canton de Genève)

2010 Cour de justice: juge à la Section civile (affaires civiles et instance unique au fond en matière de propriété intellectuelle); juge à la Section des affaires sommaires; et juge à la Section des baux et loyers

2008-2010	Cour de justice: juge à la Section civile (affaires civiles et instance unique au fond en matière de propriété intellectuelle); juge au sein de l'Autorité de surveillance et de recours du Tribunal tutélaire, du Registre du commerce, du Registre foncier, de la Commission de surveillance des professions de la santé / diverses autres attributions (mesures provisionnelles en matière de propriété intellectuelle)
2006-2008	Présidente de la Chambre d'accusation de la Cour d'appel
2005-2008	Juge à la Chambre d'accusation de la Cour de justice
2004-2005	Juge à la Section pénale de la Cour de justice
2004	Tribunal de première instance: Chambre civile (mi-temps) et Chambre commerciale (mi-temps)
2001-2003	Vice-Présidence du Tribunal de première instance; mesures provisionnelles; Chambre civile du Tribunal de première instance (1/3 temps)
1999-2000	Tribunal de première instance: Chambre civile (mi-temps) et Chambre commerciale (mi-temps)
1995-1999	Chambre civile du Tribunal de première instance
1992-1995	Tribunal de première instance: juge au Tribunal de police et juge au Tribunal des baux et loyers
1990-1991	Enquête et d'instruction: juge d'instruction
1986-1990	Ministère public: Substitut du Procureur général
1982-1986	Ville de Genève, Service de la taxe professionnelle: chef de service / Direction des services financiers: conseillère juridique
1981-1982	Rectorat de l'Université de Genève: juriste / Fiduciaire Ilex Trust Services SA (Genève): juriste

Autres activités

Fonctions parallèles

Depuis 2014	Membre (suppléante) de la Commission du barreau
Depuis 2001	Membre de la Commission de surveillance des huissiers judiciaires
2006-2011	Juge à l'ancien Tribunal des conflits
1997-2006	Juge conciliateur au sein de la Commission de conciliation en matière de baux et loyers
2002-2004	Présidente suppléante de la commission de recours instituée par la loi sur les constructions et installations diverses

1998-2004	Juge répondant informatique pour le Tribunal de première instance
1998-2004	Membre de la Commission de surveillance des agents en fonds de commerce
1998-2004	Présidente de la Commission de taxation des agents intermédiaires

Associations professionnelles et non professionnelles

Membre de l'Association des magistrats du pouvoir judiciaire de la République et canton de Genève; membre du comité de l'association de 1992 à 1996

Membre de l'Association suisse des Magistrats de l'ordre judiciaire

Membre de la Société genevoise de droit et de législation

Membre de l'Association genevoise du droit des affaires

Membre de l'International Association of Corporate Counsel

Membre de l'Association suisse des juristes

Membre de la Société suisse de droit pénal

Membre du comité de Solidarité Femmes Genève

Vice-présidente et membre du bureau de la commission judiciaire du Parti libéral-radical genevois

Membre de la commission « Genève Place financière » du Parti libéral-radical genevois

Membre du Cercle international de la Fondation pour Genève

Membre du Club diplomatique de la Fondation pour Genève

Membre de la société hippique Rallye-Genève

Membre du club hippique Cercle de la Cravache, Lausanne

Ancien membre du comité de la Société genevoise pour la protection des animaux

Publications

Auteure de plusieurs publications sur divers sujets, dont la liste figure dans le curriculum vitae de la candidate.

Connaissances linguistiques

Français (langue maternelle), anglais (parlé: courant; écrit: très bon niveau), allemand (très bon niveau), espagnol (très bon niveau)